Séance du 9 décembre 2024 à 19 heures 00**SÉANCE ORDINAIRE**

Présidence : **Monsieur Aloys BAUDET**

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 11 novembre 2024.
2. Communications du bureau du Conseil municipal.
3. Communications du Maire et des Adjointes.
4. Rapport des commissions.
5. Projets de délibérations, de motions et de résolutions.
 - a) Approbation du budget de fonctionnement annuel 2025, du taux des centimes additionnels ainsi que de l'autorisation d'emprunter (projet de délibération n° 305/24).
 - b) Approbation d'un crédit destiné au versement de la contribution annuelle au FIDU (Fonds intercommunal pour le développement urbain) pour le versement de subventions d'investissement aux communes genevoises (projet de délibération n° 306/24).
 - c) Approbation de l'augmentation des indemnités des adjointes au Maire (projet de délibération n° 307/24).
6. Propositions du Maire et des Adjointes.
7. Propositions individuelles et questions.
8. Mérite choulésien (huis clos).

Présents : Mmes Léonore COMIN, Nathalie FAVRE, Yvette GUIBERT
MONGILARDI, Carole MATHEZ, Franziska PILLY SCHLUEP et
Christine SCHAUB

MM. Jean BINDER, Pascal DROZE, Quentin MEYLAN,
Jérôme SCHÖNI et Brett THEUS

Exécutif : M. Christophe SENGLLET, maire
Mme Anne MEYLAN, adjointe

Excusés : Mme Delphine KRÄHENBÜHL, adjointe
M. Lucien DERUAZ

Procès-verbal : Mme Emmanuelle MAIA

M. A. Baudet, président, ouvre la séance du Conseil municipal à 19h.

M. A. Baudet annonce une petite modification de l'ordre du jour, à savoir le titre de la délibération n° 307/24 (point 5a).

M. C. Senglet ajoute que les indemnités de fin de fonction allouées aux membres de l'Exécutif communal ont été retirées de cette délibération, les délibératifs n'ayant pas à voter ce point, s'agissant d'un droit découlant d'une loi.

En l'absence de toute remarque ou question, l'ordre du jour ainsi modifié est considéré comme adopté.

M. A. Baudet annonce ensuite les personnes excusées.

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 11 novembre 2024

M. A. Baudet passe en revue, page par page, le procès-verbal de la séance du 11 novembre 2024.

M. J. Schöni demande si la date annoncée par **Mme D. Krähenbühl** pour l'extension de TPGFlex à toute la zone Arve et Lac, à savoir le 15.12.2024, est bien correcte.

Mme D. Krähenbühl, excusée, répondra lors de la prochaine séance.

Le procès-verbal est approuvé à l'unanimité des membres présents avec remerciements à son auteur.

2. Communications du bureau du Conseil municipal

M. A. Baudet annonce la date de l'apéritif communal, à savoir le 10 janvier 2025 dès 18h30, avec la partie officielle à 19h.

M. A. Baudet annonce ensuite la décision de l'AG de l'ACG du 20.11.2024 relative à l'attribution, par le Fonds intercommunal (FI), d'une subvention d'investissement de Fr. 7'000'000.- à la Ville de Genève destinée à la rénovation complète du centre funéraire de Saint-Georges. Il précise que le centre funéraire a été construit dans les années 70 ; 54 % des incinérations qui ont lieu à Saint-Georges ne sont pas celles de la Ville de Genève, raison pour laquelle le FI a été sollicité via l'ACG. Ces 7 millions représentent 20 % du coût de rénovation.

Le Conseil municipal en prend acte.

3. Communications du Maire et des Adjointes

- **M. C. Senglet** annonce le départ de **M. J. Schöni** d'ici la fin de l'année, qui présentera donc sa démission. **M. C. Senglet** le remercie vivement pour ses près de dix années d'engagement au sein du Conseil municipal et lui souhaite bon vent dans sa nouvelle commune.
- **Mme A. Meylan** indique que les rénovations des routes sont terminées (vers l'église, Vy-Creuse, Chevrier). Les panneaux d'interdiction de stationnement au chemin des Landions ont été refixés.
- Le concert de l'Avent, organisé jeudi dernier dans le cadre des fenêtres de l'APECH, n'a malheureusement pas eu un grand succès. La défection du public n'a cependant pas découragé la vingtaine de chanteurs de gospel.
- Les éclairages de la mairie et du Café des Amis ont été remplacés dernièrement par des LED.

- **Mme A. Meylan** revient sur la question de **Mme C. Schaub**, lors de la dernière séance du Conseil, concernant le radar installé en permanence à Bonvard, de même qu'aux Verpillères. Cette mesure est volontaire, s'agissant de tronçons sensibles. Les autres radars pédagogiques font l'objet d'un tournus dans le village. Concernant l'extinction des éclairages à la Gouille-Noire, **Mme A. Meylan** n'est pas allée vérifier sur place les horaires.
- En l'absence de **Mme D. Krähenbühl**, **M. C. Senglet** indique que des habitants de Chevrier se sont plaints de passages beaucoup plus fréquents en cette période de travaux sur Choulex. Il a pris contact avec les APM en fin de semaine passée afin de leur demander expressément de contrôler un peu plus ce secteur. La police municipale effectuera deux contrôles cette semaine.

Mme C. Schaub ne trouve pas ce secteur plus fréquenté que d'habitude. Ce matin, des APM venant depuis le chemin des Princes ont traversé le hameau de Chevrier et ont continué leur chemin, alors qu'elle pensait qu'ils allaient s'arrêter.

M. C. Senglet précise que la commune reçoit un journal des événements ; les heures des contrôles y seront reportées.

Mme L. Comin souhaiterait quelques précisions par rapport aux horaires des APM.

M. C. Senglet rappelle que les APM sont gérés par Collonge-Bellerive.

- Les comptes seront finalisés fin février. Ils seront présentés une première fois au Conseil municipal en mars et votés en avril. La commission des Finances se réunira début mars pour la première présentation des comptes 2024, et début avril pour préavisier les comptes. Le dernier Conseil municipal aura lieu en mai 2025.

M. A. Baudet revient sur sa question relative aux frais de voyage du Conseil municipal. Compte tenu du fait qu'il n'y a jamais participé, il aurait souhaité attribuer l'éventuelle part lui revenant à une association.

M. C. Senglet verra avec **M. E. Solèr** si, légalement, il serait possible de sortir un montant de la rubrique « frais de voyage du Conseil municipal » pour octroyer une subvention à une association.

4. Rapport des commissions

Agriculture-Environnement-Développement durable (AEDD)

Mme C. Mathez annonce que la commission s'est réunie le 4 novembre. Elle a attribué différentes subventions. Puis **Mme D. Krähenbühl** a brièvement évoqué le budget 2025, qui comprendrait une légère augmentation des subventions et un budget inchangé pour les activités. Sous le point divers, **Mme C. Schaub** a soulevé une question par rapport au travail des gardes ruraux, à savoir comment les élus pourraient mieux connaître leurs missions et de quelle manière leur faire part de certaines problématiques communales. Cette commissaire a également évoqué la société RecyPac, qui recycle les plastiques non PET. Puis **Mme D. Krähenbühl** a évoqué le renouvellement du parc arboré de la commune, avec trois projets de replantation de chênes qui ont, depuis, dû démarrer sur trois parcelles. **Mme D. Krähenbühl** a terminé avec un petit rappel sur la nouvelle déchetterie des encombrants et la fin du mandat de Mobilitri.

Aménagement-Mobilité (AM)

M. J. Binder indique que la commission ne s'est pas réunie.

Animation-Culture-Sports (ACS)

M. B. Theus annonce que la commission s'est réunie le 2 décembre concernant les attributions du Mérite choulésien, puis les projets pour le premier semestre 2025 ont été évoqués.

Bâtiments-Préavis (BP)

En l'absence de **M. L. Déruaz**, **Mme C. Schaub** indique que la commission ne s'est pas réunie.

Finances-Sécurité (FS)

M. J. Schöni annonce que la commission s'est réunie le 5 décembre. La commission n'a reçu aucune question, remarque ou proposition d'amendement concernant le projet de budget 2025, qui est donc inchangé. La commission a préavisé favorablement les délibérations soumises au vote du Conseil, ce soir.

Information-Naturalisations (IN)

Mme C. Schaub indique que la commission ne s'est pas réunie.

Routes-Canalisations-Cimetière (RCC)

M. Q. Meylan annonce que la commission ne s'est pas réunie.

Scolaire-Jeunesse-Petite enfance (SJPE)

Mme L. Comin informe que la commission s'est réunie le 18 novembre. Elle a traité différentes subventions avant de finaliser quelques points concernant l'organisation de la fête de l'Escalade qui a lieu ce jeudi.

Sociale-Aînés (SA)

M. P. Droze indique que la commission ne s'est pas réunie.

M. P. Droze remercie les Conseillers municipaux qui ont participé, avec **Mmes A. Meylan** et **D. Krähenbühl**, à la distribution des paniers des aînés, le 4 décembre. Cette distribution, qui a toujours un grand succès auprès des aînés, s'est très bien déroulée.

M. C. Senglet annonce que la commune a déjà reçu des remerciements.

M. P. Droze fait ensuite un bref retour sur la séance du 4 novembre. La FGC souhaiterait augmenter le pourcentage de ses coûts de fonctionnement de 2 à 7 %. En effet, les communes ne subventionnent que les projets et la FGC manque de fonds pour son fonctionnement. L'analyse sera faite lors de la prochaine législature. La commission, qui avait reçu huit dossiers de la FGC, a décidé de reconduire les cinq projets en cours et a demandé à recevoir également des projets en Asie.

La commission a aussi passé en revue 61 demandes de subvention ; elle a retenu 39 associations pour des subventions allant de Fr. 500.- à Fr. 2'000.-, pour un montant total de Fr. 30'000.-. La commission a octroyé des subventions spéciales à : Un enfant, Un cadeau ; Cansearch ; Arc-en-ciel et Maison de Tara.

Le budget 2025 n'a fait l'objet d'aucun changement.

Concernant l'association Antenna, la commission attend toujours une décision par rapport à la Fondation. Celle-ci a semble-t-il été créée depuis la dernière

séance de la commission. La commune enverra un courrier afin d'informer cette association du report de l'analyse de son dossier à 2025.

140 personnes, dont une quarantaine de Choulésiens, ont participé à la sortie des aînés le 3 octobre avec Puplinge. Il y a des chances pour que la commune ne reconduise pas cette organisation conjointe.

La commission a décidé de verser Fr. 5'000.- de fonds d'urgence à la Chaîne du Bonheur, entre autres pour les inondations en Espagne, à l'est de l'Europe et en Asie.

La commission a demandé à la commission Bâtiments-Préavis de réfléchir à améliorer la qualité du tronc situé derrière la fontaine jouxtant la salle La Carpière.

Fondation immobilière

Commission des travaux

M. A. Baudet indique que la commission ne s'est pas réunie mais a dû s'exprimer par e-mail concernant l'isolation du parking des immeubles de la Gouille-Noire.

Bureau de la Fondation

M. J. Schöni informe que le Bureau ne s'est pas réuni.

Commission attribution des logements

M. P. Droze informe que la commission ne s'est pas réunie.

Comité de pilotage entrée ouest

Mme L. Comin annonce que le comité de pilotage s'est réuni le mercredi 27 novembre. L'un des sujets principaux à l'ordre du jour était la crèche ; un représentant de pop e poppa était là pour vérifier l'aménagement de la crèche et les attentes par rapport aux normes, le nombre de places, etc. **Mme L. Comin**, qui n'a pas encore reçu le PV, pense qu'un point a été fait entre les architectes et le représentant de pop e poppa.

M. C. Senglet précise que **Mmes A. Meylan, D. Krähenbühl** et lui-même ont rendez-vous mercredi après-midi avec le SASAJ (Service d'autorisation et de surveillance de l'accueil de jour) afin d'évoquer les mesures réglementaires demandées aux crèches.

5. Projets de délibérations, de motions et de résolutions

a) Approbation du budget de fonctionnement annuel 2025, du taux des centimes additionnels ainsi que de l'autorisation d'emprunter (projet de délibération n° 305/24)

M. A. Baudet donne lecture du projet de délibération N° 305/24. En l'absence de toute remarque ou question, **M. A. Baudet** propose de passer au vote.

Vu le budget administratif pour l'année 2025 qui comprend le budget de fonctionnement et le plan annuel des investissements,

*attendu que le budget de fonctionnement présente un montant de **5'355'280 francs** aux charges et de **5'358'007 francs** aux revenus, l'excédent de revenus présumé s'élevant à **2'727 francs**,*

*attendu que cet excédent de revenus présumé se décompose de la manière suivante : résultat opérationnel de **80'930 francs** et résultat extraordinaire de **-78'203 francs**,*

*attendu que l'autofinancement s'élève à **263'042 francs**,*

attendu que le nombre de centimes additionnels nécessaires à l'exécution des tâches communales pour 2025 s'élève à **40 centimes**,
attendu que le plan annuel des investissements présente un montant de **336'900 francs** aux dépenses et de **0 franc** aux recettes, les investissements nets présumés s'élevant à **336'900 francs**,
attendu que les investissements nets sont autofinancés pour un montant de **263'042 francs**, il en résulte une insuffisance de financement de **73'858 francs**,
vu les séances de la commission Finances et sécurité du 28 octobre 2024 et du 5 décembre 2024,
vu les articles 30, al. 1, lettres a, b et g, 90 et 113 de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 et les articles 291 et suivants relatifs aux centimes additionnels de la loi générale sur les contributions publiques du 9 novembre 1887,
sur proposition de Monsieur le Maire
le Conseil municipal

décide par 11 voix pour, soit à l'unanimité

1. D'approuver le budget de fonctionnement 2025 pour un montant de **5'355'280 francs** aux charges et de **5'358'007 francs** aux revenus, l'excédent de revenus total présumé s'élevant à **2'727 francs**. Cet excédent de revenus total présumé se décompose de la manière suivante : résultat opérationnel de **80'930 francs** et résultat extraordinaire de **-78'203 francs**.
2. De fixer le taux des centimes additionnels pour 2025 à **40 centimes**.
3. D'autoriser Monsieur le Maire à emprunter en 2025 jusqu'à concurrence de **73'858 francs** pour couvrir l'insuffisance de financement présumée des investissements du patrimoine administratif.
4. D'autoriser Monsieur le Maire à renouveler en 2025 les emprunts du même genre qui viendront à échéance et à procéder à toute conversion ou remboursement anticipé si les conditions d'émission lui paraissent favorables.

b) Approbation d'un crédit destiné au versement de la contribution annuelle au FIDU (Fonds intercommunal pour le développement urbain) pour le versement de subventions d'investissement aux communes genevoises (projet de délibération n° 306/24)

M. A. Baudet donne lecture du projet de délibération N° 306/24. En l'absence de toute remarque ou question, **M. A. Baudet** propose de passer au vote.

Vu le plan directeur cantonal 2030 fixant un objectif en termes de construction de logements afin de répondre à la pénurie actuelle et couvrir les besoins futurs liés au développement de notre canton ;

vu la proposition d'élaborer un mécanisme de compensation entre les communes qui construisent et celles qui ne construisent pas, ces dernières venant aider financièrement les premières à financer les équipements obligatoires et les espaces publics en lien avec l'accueil de nouveaux logements au moyen de la constitution d'un fonds ;

considérant que ce fonds est compétent pour les attributions des financements versés aux communes ;

considérant que ce fonds est alimenté par une contribution annuelle de 2,5 millions de francs du canton et d'une contribution annuelle de 26 millions de francs des communes ;

vu la nécessité de voter un crédit d'engagement pour le versement de cette contribution annuelle destinée à subventionner les investissements publics à charge des communes accueillant de nouveaux logements ;

vu que la loi sur le Fonds intercommunal pour le développement urbain ainsi que ses statuts ont été approuvés par l'Assemblée générale de l'ACG en date du 18 novembre 2015 ;

vu que la loi sur le Fonds intercommunal pour le développement urbain ainsi que ses statuts ont été approuvés par le Grand Conseil en date du 18 mars 2016 et que cette loi entre en vigueur dès le 1^{er} janvier 2017 ;

vu la séance de la commission Finances et sécurité du 5 décembre 2024 ;

conformément à l'article 30, al. 1, lettre e de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 et à la loi sur le Fonds intercommunal pour le développement urbain (FIDU),

sur proposition de Monsieur le Maire,
le Conseil municipal

décide par 11 voix pour, soit à l'unanimité

1. D'ouvrir à Monsieur le Maire un crédit de **86'900 francs** pour le versement d'une contribution au fonds intercommunal de développement urbain destiné au subventionnement des infrastructures publiques communales rendues nécessaires pour l'accueil de nouveaux logements.
2. De comptabiliser cette dépense dans le compte des investissements (rubrique 0290.5620), puis de la porter à l'actif du bilan dans le patrimoine administratif (sous la rubrique 0290.1462 « subventions d'investissement versées à des communes ou à des établissements qu'elles financent en commun »).
3. D'amortir cette dépense au moyen de 30 annuités qui figureront au budget de fonctionnement sous la rubrique 0290.36602 **dès 2026**.
4. D'autoriser Monsieur le Maire à emprunter jusqu'à concurrence du crédit brut mentionné au point n° 1.

c) Approbation de l'augmentation des indemnités des adjointes au Maire (projet de délibération n° 307/24)

M. A. Baudet donne lecture du projet de délibération N° 307/24. En l'absence de toute remarque ou question, **M. A. Baudet** propose de passer au vote.

Vu l'article 30, al. 1, lettre v) de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 ;

vu les modifications de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 prévoyant la fin du régime des maires et adjoints pour une harmonisation des fonctions des exécutifs communaux en conseillers administratifs pour toutes les communes du canton de Genève ;

vu que ce projet de modification de la loi est en cours de finalisation et qu'elle entrera dans tous les cas en vigueur pour l'année 2025 ;

vu l'augmentation à cet effet prévue dans le budget 2024 soumise à l'approbation du Conseil municipal,

vu la séance de la commission Finances et sécurité du 5 décembre 2024,

sur proposition de Monsieur le Maire,

le Conseil municipal

décide par 10 voix pour et 1 abstention

1. D'approuver l'augmentation des adjointes telle que présentée dans le budget 2025 pour un montant de **15'000 francs**.
2. De comptabiliser ce montant supplémentaire sous la rubrique de fonctionnement « Indemnités des membres de l'Exécutif », rubrique 0120.00.30000.01.

6. Propositions du Maire et des Adjointes

M. C. Senglet indique que l'Exécutif verra avec le Bureau s'il faut ou pas maintenir la séance du Conseil municipal du 20 janvier 2025, car il risque de ne pas y avoir beaucoup de sujets à traiter. En cas d'annulation, les élus seront rapidement informés.

M. C. Senglet compte sur les Conseillers municipaux pour assurer le service lors de l'apéritif communal.

M. J. Binder relève que des montants ont été inscrits au budget afin que les Conseillers municipaux puissent s'entretenir avec les Choulésiens plutôt que de tenir le bar.

M. C. Senglet confirme que deux personnes ont été prévues à ces fins. Au besoin, une personne supplémentaire sera engagée.

Mme A. Meylan pense qu'assurer le service permet aussi aux élus de rencontrer des personnes qu'ils ne verraient pas autrement.

M. A. Baudet précise qu'il ne pourra pas être présent à l'apéritif communal.

7. Propositions individuelles et questions

Néant.

M. A. Baudet clôt le procès-verbal à 19h36 et passe la parole au public.

Le huis clos est prononcé.

8. Mérite choulésien (huis clos)

Le huis clos est levé.

Séance clôturée à 19h45.